



Alexandre Maitret, La liberté bourgeoise du travail, 1922.

Que faire du *Capital* ?

Catégories marxistes et nouvelles formes d'exploitation du travail

Jean-Christophe Angaut

IL EST INDÉNIABLE QU'AU COURS DES QUARANTE DERNIÈRES ANNÉES, l'exploitation du travail dans nos sociétés capitalistes s'est profondément transformée, en particulier avec la remise en cause de ce qu'on a pu appeler le « compromis fordiste », qui, sur un plan économique, garantissait au salarié des protections juridiques et sociales, ainsi qu'un partage des gains de productivité. Dans ces conditions, les concepts critiques forgés antérieurement à la mise en place de ce compromis, et notamment ceux proposés par Marx dans *Le Capital*, ne pourraient-ils par acquérir une nouvelle évidence pour comprendre et combattre les nouvelles formes d'exploitation du travail ?

Deux remarques préliminaires s'imposent. La première touche à la centralité de la catégorie d'exploitation du travail dans la critique sociale que propose Marx, notamment par rapport à d'autres catégories, comme celle de domination. Cette centralité accordée à la question du travail ne signifie pas nécessairement que tout rapport inégalitaire autre que celui qui s'est instauré entre capitalistes (détenteurs des moyens de production) et prolétaires (qui n'ont que leur force de travail à vendre) se trouverait secondarisé. En poussant plus loin que Marx ne l'a fait l'analyse critique de

l'exploitation du travail, tout un courant féministe matérialiste a souligné à bon droit, à partir des années 1970, que l'on pouvait aussi interpréter dans ces termes la domination de genre¹. L'insistance exclusive des marxistes sur le travail productif tel qu'il se manifeste dans les sociétés capitalistes (donc sur le seul travail producteur de valeur marchande) les a conduits à rendre invisible l'exploitation du travail des femmes dans le cadre de l'économie domestique. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'en poursuivant l'analyse marxienne qui associe division en classes et exploitation du travail, et en tenant compte du fait qu'il y a de l'exploitation non-capitaliste du travail, y compris au sein de sociétés capitalistes, il ne soit pas possible d'évoquer les rapports de genre en termes de divisions entre des classes de sexe.

La seconde remarque concerne la lecture que je propose de Marx dans cet article. Il m'importe peu ici de livrer la vérité sur Marx, comme plus généralement de prendre part aux querelles scolastiques sur l'interprétation des saintes écritures marxiennes qui constituent l'ordinaire du marxisme. Bien plutôt, je me propose d'envisager le *Capital*, et principalement son premier livre, comme une boîte à outils, et donc les concepts qui y sont mobilisés comme des instruments pour comprendre, sur un mode critique, les métamorphoses contemporaines de l'exploitation du travail. De ce point de vue, ce qui me semble précieux chez Marx, c'est moins une critique de la valeur² qu'une critique de l'extorsion de la survaleur, moins, dès lors, une critique du travail (même si une partie de ses textes de jeunesse va dans ce sens³) que de la contrainte au surtravail qui permet au capitaliste de dégager de la survaleur⁴ et donc du profit. Cette lecture permet d'interpréter le rapport d'exploitation capitaliste comme un rapport directement politique, mais aussi d'interroger un certain nombre de mutations contemporaines du travail, parfois dans ce qu'elles peuvent avoir de plus déroutant. On peut aussi souligner qu'étant donné la distinction proposée par Marx entre procès de travail et procès de valorisation, comme entre travail concret (orienté vers la production d'un bien utile) et travail abstrait (appréhendé comme simple dépense physiologique), on ne peut tirer argument des analyses du *Capital* pour forger une critique du travail en général qu'en soutenant qu'il n'y a plus de travail concret dans les sociétés capitalistes et que tout produit est déjà élaboré sous la forme fétichiste de choses-valeur⁵. En revanche, la perspective dessinée par Marx, dans le livre I du *Capital* est celle

d'une réduction du temps de travail, fondée sur la reconnaissance de ce dernier comme une contrainte inévitable, nécessaire au développement de l'individualité.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la description marxienne de l'exploitation capitaliste du travail, je me propose d'analyser à partir de ses catégories deux phénomènes éminemment contemporains : la persistance de la lutte de classe, mais sous la forme d'une lutte patronale en faveur de l'allongement de la durée du travail, et le processus de valorisation capitaliste de pans de l'existence humaine qui n'était pas « valorisés » jusqu'alors.

SPÉCIFICITÉ DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE DU TRAVAIL

Même s'il lui confère une clarté analytique plus grande, Marx n'est pas l'auteur de la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange d'une marchandise (donc d'un objet échangé sur le marché) que l'on trouve au début du livre I du *Capital*. C'est une distinction qu'il reçoit de l'économie classique. On peut en rappeler la signification : la valeur d'usage d'une marchandise est l'utilité qu'elle possède pour un certain nombre d'êtres humains ; sa valeur d'échange est ce qu'elle vaut (via la monnaie) dans l'échange. Le propre d'un système marchand (et pas nécessairement capitaliste) est de faire primer la valeur d'échange sur la valeur d'usage : précisément parce que les produits du travail sont envisagés comme des marchandises, ils sont produits en vue de l'échange, et non en vue de leur consommation immédiate. Lorsque des critiques contemporaines de l'économie (notamment des partisans de la décroissance comme Serge Latouche ou Paul Ariès – quelles que soient leurs différences par ailleurs) insistent sur le primat à accorder à la valeur d'usage (donc à l'utilité effective des produits du travail), elles ne visent donc pas spécifiquement l'économie capitaliste, mais plus généralement l'économie marchande, ou du moins la composante marchande de l'économie capitaliste.

Ces critiques n'en sont pas moins fécondes. D'abord parce qu'elles permettent d'interroger le sens du travail : quelle est l'utilité sociale de telle ou telle tâche ? Que vaut, hors marché, ce que je fais ? Mais aussi parce qu'elles permettent de prendre en considération toutes les tâches qui sont du travail, qui produisent bien des choses utiles, mais qui ne sont pas valorisées sur le marché : cela concerne l'économie domestique, mais plus généralement toute production de

1. Voir par exemple C. Delphy, « Agriculture et travail domestique : la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes*, n° 5, 1985.

2. Ce qui ne signifie pas qu'une telle critique ne doive pas être menée. On peut simplement se demander si l'acharnement à en trouver des traces chez Marx n'est pas typique des impasses du marxisme.

3. Notamment les *Manuscrits de 1844* et *L'idéologie allemande*, où se côtoient à quelques pages de distance les mots d'ordre opposés d'abolition du travail et de libération du travail.

4. J'adopte ici la traduction de *Mehrwert* (parfois traduit par « plus-value ») choisie par les plus récents traducteurs du *Capital*.

5. Ce qui est l'option défendue par le théoricien de la critique de la valeur Robert Kurz.

biens ou de services qui n'entre pas dans la sphère de l'échange marchand. Enfin parce qu'elles permettent de souligner que dès le stade de l'économie marchande, peut intervenir une falsification des choses utiles à la vie.

À vrai dire, dans le premier livre du *Capital*, Marx tend à considérer tout ce qui relève du vol, de la falsification et de l'escroquerie ou bien comme appartenant à la préhistoire du capitalisme (c'est le sens du chapitre sur la « prétendue accumulation initiale » qui décrit l'expropriation sanglante des communautés traditionnelles, qui a permis à la fois l'enrichissement d'une minorité et la mise à disposition de nouveaux esclaves pour l'industrie), ou bien comme un épiphénomène lié au monde marchand et qui ne touche pas à la substance de la société capitaliste (c'est le sens des rares mentions par Marx du profit issu de la falsification des marchandises). Lorsqu'on interroge l'utilité sociale du travail, et donc semble-t-il la valeur d'usage de ce qu'il produit, ce qui frappe avant tout, c'est à quel point la production pour le marché a dégradé la valeur d'usage des objets. Produire de la merde (ou pour le dire plus élégamment, des objets qui n'ont plus que le nom en commun avec ceux que l'on produisait auparavant), ce serait alors la première composante du boulot de merde⁶ et la conséquence ultime du fait de produire pour le marché. L'obsolescence programmée (avec toutes ses variantes) entrerait aussi dans ce cadre. Plus généralement, tout ce qui permet la conservation des choses utiles est exclu de la sphère de la valorisation marchande. Parmi les arguments des partisans de la décroissance, l'un des plus efficaces consiste à souligner que la croissance (l'augmentation quantitative, mesurée par le PIB, de la valeur marchande dans une société donnée) peut très bien aller de pair avec une diminution de la richesse matérielle (une moindre valeur d'usage des objets produits par le travail humain) et avec le gaspillage le plus éhonté des ressources.

Il y a toutefois des raisons de fond à ce que Marx traite ces processus comme de simples épiphénomènes : pour lui, il est devenu difficile, sinon impossible, de réduire la valeur d'usage d'une marchandise à sa qualité essentielle, tant est désormais accomplie la subordination de la valeur d'usage à la valeur d'échange, dans le mode de production capitaliste. Pour le dire dans les termes de Marx, dans un tel système, les valeurs d'usage ne sont que les « porteurs matériels » de la valeur d'échange – de sorte aussi que les analyses ultérieures (chez les marginalistes ou dans l'école

autrichienne) qui interrogent l'origine de la valeur d'une marchandise à partir de son utilité ratent l'inversion qui est propre au monde capitaliste, où c'est simplement la valeur d'échange qui se cherche un support.

Dès lors, l'insistance sur la valeur d'usage ne saurait suffire, et cela d'au moins trois points de vue. Premièrement, replacer la question de l'utilité du travail au centre de l'organisation sociale ne fait pas nécessairement disparaître l'exploitation du travail – l'exploitation du travail des femmes dans le cadre de l'économie domestique en est le meilleur exemple. Autrement dit, pas plus qu'elle n'est liée essentiellement au capitalisme, l'exploitation du travail n'est liée exclusivement à la société marchande. En second lieu, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, propre au monde marchand, ne permet pas de comprendre l'extension du domaine de la marchandise dans les sociétés qui vivent sous le mode de production capitaliste. C'est la manière spécifiquement capitaliste d'exploiter le travail qui a conduit à l'extension que nous connaissons aujourd'hui du règne de la marchandise. Enfin et surtout, la critique au nom de la valeur d'usage ne permet pas de saisir ce qui fait la spécificité du rapport d'exploitation capitaliste. Pour cela, il faut se tourner vers l'apport décisif de Marx à la critique sociale : la description de l'exploitation capitaliste du travail.

Celle-ci s'inscrit dans les lois de l'économie marchande mais elle découle de leur application à une marchandise bien particulière : la force de travail. À proprement parler, il n'y a pas de marché du travail, mais un marché de la force de travail. L'expression rappelle assez désagréablement le marché aux bestiaux ou aux esclaves, et elle mérite d'en être à la fois rapprochée et distinguée. Rapprochée pour saisir la nature proprement *idéologique* de la notion de marché du travail, qui permet aux capitalistes, mais aussi aux salariés, de se cacher la violence d'un rapport social. Distinguée parce que, par rapport au marché aux esclaves, le marché de la force de travail possède cette particularité que ce sont les aspirants salariés eux-mêmes qui viennent se vendre, ce qui suppose qu'ils soient juridiquement reconnus comme les propriétaires de leur force de travail. Les considérations marxistes méritent ici d'être prolongées, tant le marché de la force de travail est aujourd'hui devenu une activité spécialisée, avec non seulement les agences publiques pour l'emploi, mais aussi les agences d'intérim, et sans doute à l'avenir le développement d'applications numériques qui permettront d'individualiser

6. Voir dans ce numéro le compte-rendu par Renaud Garcia du livre de J. Brygo et O. Cyran, *Boulots de merde !*, Paris, La Découverte, 2016. Rappelons que pour les deux auteurs, un boulot de merde est un boulot socialement inutile voire nuisible et/ou réalisé dans des conditions dégradées, ce qui donne schématiquement trois types de boulots de merde : ceux qui sont socialement utiles mais sont exercés dans des conditions merdiques (le nettoyage), ceux qui sont exercés dans de bonnes conditions mais sont socialement nuisibles (l'optimisation fiscale), et les boulots « triple M » qui combinent les deux types de merditude (employé de sécurité faisant la chasse aux migrants).

encore davantage le rapport salarial et d'adapter plus immédiatement l'offre à la demande, comme on dit.

Mais l'insistance de Marx, au début du premier livre du *Capital*, sur la force de travail ne possède ce caractère de critique démystificatrice que parce qu'elle a aussi une grande puissance explicative : si les travailleurs vendaient leur travail (en supposant bien entendu que celui-ci soit rétribué à sa valeur), celui qui l'achète ne pourrait pas en tirer du profit. En achetant de la force de travail, le capitaliste (ce en quoi il est un capitaliste et non un simple maquignon) achète une marchandise qui possède cette propriété de produire davantage de valeur qu'elle n'en a, c'est-à-dire qu'elle n'en coûte pour être produite et reproduite (cette valeur de la force de travail étant déterminée par la somme de la valeur des marchandises nécessaires à sa production et à sa reproduction). Schématiquement, en s'en tenant à la forme la plus élémentaire du rapport salarial (un employeur et un ou plusieurs salariés travaillant séparément à son service), on peut diviser une journée de travail salarié en deux périodes : celle où le travailleur produit de la valeur marchande à hauteur de la valeur de sa force de travail (donc produit l'équivalent en valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de sa force de travail), et celle où il produit au-delà de cette valeur. Cette seconde période, celle où le travailleur produit pour son patron, Marx l'appelle surtravail, et ce qu'elle produit, il le désigne comme survaleur. L'exploitation spécifiquement capitaliste du travail, c'est la contrainte au surtravail et l'accaparement de la survaleur par le capitaliste. Cette contrainte a une signification immédiatement politique : Marx ne manque d'ailleurs pas de relever que l'entreprise capitaliste s'apparente, dans son organisation, à des régimes politiques autoritaires, monarchiques ou oligarchiques. C'est encore le cas aujourd'hui, même si cela s'opère à deux niveaux : celui de la propriété du capital, dont une oligarchie restreinte détient la majeure partie, et celui de l'organisation du travail proprement dite, pour laquelle est mobilisée une armée de factotums plus ou moins grassement stipendiés (DRH, managers, etc.).

Le capitaliste a intérêt à ce que la force de travail qu'il a achetée produise le plus de valeur possible, et donc à augmenter la partie de la journée de travail qui est consacrée à la production de survaleur – l'idéal étant pour lui de trouver du travail gratuit. Cela peut se faire de plusieurs manières, qui ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres. Une première solution consiste à

abaisser la valeur de la force de travail, donc le salaire. Mais ce n'est possible, sur le long terme⁷, qu'à condition d'abaisser la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail (si le prix du pain baisse, le salaire baisse aussi), ce qui dépend au moins partiellement des deux autres processus, sur lesquels Marx attire principalement l'attention : l'allongement de la durée du travail et l'augmentation de la productivité du travail. Pour penser ces deux processus, Marx met en place une distinction technique entre survaleur absolue et survaleur relative.

Le capitaliste peut d'abord (et historiquement il a commencé par) faire le choix d'imposer une journée de travail plus longue. Il augmente ainsi la part de la journée qui est consacrée à la production de survaleur, et donc son profit. C'est à propos de cette forme élémentaire d'exploitation du travail que Marx évoque pour la première fois dans le *Capital* la lutte de classe⁸, ici menée à l'initiative des capitalistes pour promouvoir leur liberté d'exploiter, c'est-à-dire contre toute limitation de la durée quotidienne de travail. Cette lutte d'abord victorieuse a des conséquences abominables. Ce sont les premiers stades du développement du capitalisme, qui se traduisent par l'effondrement de l'espérance de vie dans les régions concernées (comme l'attestent les rapports d'inspecteurs de fabrique qui constituent la principale source de Marx à ce sujet). Mais la rationalité marchande se trouve ici prise au dépourvu. Comment, dans ces conditions, déterminer la valeur de la force de travail ? Si pour une journée travaillée, le travailleur perd trois jours d'espérance de vie, doit-on lui en payer une ou trois ? Cette question ne peut être tranchée selon les lois de l'économie marchande, elle se règle donc par un rapport de force. Et ce sont les résistances sociales engendrées par la tendance des capitalistes à se goinfrer de survaleur absolue qui vont conduire ces derniers à se rabattre sur la seconde forme de survaleur, celle que Marx qualifie de relative. Autrement dit, parce que se met en place une législation sociale limitant le temps de travail (mais aussi le travail des enfants), les capitalistes sont contraints de trouver un autre moyen de dégager du profit du travail d'autrui.

La survaleur relative renvoie, en termes contemporains, à l'augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire au fait que le travail produise davantage de valeur pour une même unité de temps. Le stade élémentaire du dégagement de survaleur relative, c'est la coopération. Le capitaliste fait travailler collectivement, par

7. Là encore, on pourrait reprocher à Marx de reléguer en marge de la théorie, comme étrangère à la rationalité proprement capitaliste, une pratique attestée dans les premières années de l'expansion capitaliste (mais qui s'avéra vite socialement destructrice) : le fait de payer les travailleurs en-dessous du minimum vital tout en les empêchant de trouver d'autres moyens de subsistance.

8. Marx, *Le capital*, Livre I, ch. 8.

une organisation coopérative du travail, des travailleurs qu'il rémunère par ailleurs individuellement, de sorte que le surcroît de valeur dégagé par la coopération finit dans sa poche. Marx ne consacre qu'un seul chapitre à ce phénomène et insiste beaucoup plus sur l'accroissement de la productivité du travail découlant de sa mécanisation, non sans une certaine (et bien compréhensible) fascination. Pourtant, le premier est une présupposition du second, et le développement, après Marx, de l'organisation scientifique du travail, qui repose sur une spécialisation de plus en plus poussée des tâches à accomplir, résultat d'une division croissante du processus de travail, atteste qu'il s'agit là d'une source majeure de profit pour les capitalistes. L'accent mis sur l'augmentation de la productivité du travail est donc un résultat direct des résistances engendrées par l'exploitation capitaliste du travail, et il se traduit notamment par des investissements capitalistes dans le secteur de la recherche. Mais il engendre aussi des pathologies spécifiques : travailler plus vite, c'est prendre davantage de risques (surtout avec des machines) ; accomplir une même tâche toute la journée conduit à développer des troubles musculo-squelettiques ; sans parler de l'usure générale à laquelle conduisent les objectifs en termes de cadences.

Avant d'envisager l'usage qu'il est possible de faire de ces catégories pour appréhender et combattre les nouvelles formes d'exploitation du travail, il faut signaler, n'en déplaise à l'orgueil théorique de Marx, qu'il a pour une grande part synthétisé, systématisé et codifié conceptuellement ce que d'autres avaient aperçu avant lui : il doit aux saint-simoniens la notion d'exploitation du travail, et les deux formes de survalueur (absolue et relative) avaient été aperçues par Proudhon dès *Qu'est-ce que la propriété ?*

LA SURVALEUR ABSOLUE CONTRE-ATTAQUE

Au moment d'examiner l'utilité des catégories marxistes pour s'attaquer aux formes renouvelées d'exploitation du travail dans nos sociétés, il faut signaler la pertinence générale d'un schéma qui insiste sur le surtravail comme source du profit capitaliste. Comment expliquer sans cette grille de lecture l'acharnement de l'encadrement d'employés aussi divers que des opérateurs de télémarketing, des caissières de supermarché ou des ouvriers de l'industrie automobile à rogner sur les pauses par ailleurs légalement reconnues à ces salariés⁹ ? Comment expliquer, plus largement, l'insistance

du patronat sur la nécessité de « baisser le coût du travail », c'est-à-dire les salaires, directs ou indirects ? Au cours des dernières décennies, les capitalistes semblent à nouveau se soucier principalement de pouvoir faire du profit sans avoir à investir pour augmenter la productivité du travail. Cela se traduit notamment par les appels réitérés à faire sauter les verrous qui limitent la durée légale du temps de travail. Mais d'autres moyens existent, moins visibles et donc moins susceptibles de générer des résistances collectives que le fait de toucher à la législation sur le temps de travail : les transformations du management, l'usage des outils numériques et le recours à l'auto-entrepreneuriat.

Les transformations du management ne peuvent à nouveau se comprendre sans les résistances qu'avaient fini par engendrer les formes devenues classiques d'exploitation du travail. Comme l'ont souligné par exemple L. Boltanski et E. Chiapello¹⁰, à partir du milieu des années 1970, en même temps qu'était remis en cause le « compromis fordiste », le discours du management a connu une inflexion importante qui a tenté de reprendre à son compte les critiques de l'hétéronomie propre à l'ouvrier taylorisé et de l'aliénation engendrée par la consommation de masse, d'où une insistance sur l'autonomie dans le travail et sur la réalisation de soi comme singularité dans les domaines de la production et de la consommation. Bien entendu, cette prise en compte est un leurre et s'est traduite par le passage à un stade supérieur d'aliénation dans le travail, où l'on ne demande plus seulement au travailleur d'obéir aux consignes, de respecter les cadences et les horaires, mais où l'on exige de lui un investissement personnel et subjectif dans la recherche de la performance¹¹. D'où l'invasion de l'existence individuelle par le travail puisqu'il devient encore plus difficile de séparer la sphère du travail de celle du non-travail. D'où aussi les cas de *burn-out*, équivalent contemporain de l'épuisement par le travail.

C'est à un semblable brouillage de la frontière entre le travail et le non-travail (par extension du travail au-delà du temps et du lieu de travail) que concourt l'envahissement du monde professionnel (et du monde en général) par les outils numériques, autre moyen permettant d'extraire davantage de surtravail et donc de survalueur absolue. On aurait tort de croire ces outils réservés aux cols blancs, même si les choses ont commencé par eux. Lorsqu'un patron « offre » un ordinateur portable ou un smartphone à ses employés, c'est évidemment pour leur permettre de travailler hors de leur lieu de

9. Deux exemples permettent d'illustrer ces pratiques. Dans *L'établi* (Paris, Minuit, 1980), Robert Linhart raconte la lutte de basse intensité à laquelle donna lieu, chez Citroën, la tentative de l'encadrement de rogner d'une minute la pause accordée aux ouvriers. Plus récemment, une caissière d'un supermarché Auchan a relaté comment, enceinte, elle s'était vue refuser les temps de pause qu'elle réclamait pour aller aux toilettes et calmer ses nausées, puis comment, victime d'une fausse-couche sur son lieu de travail, elle avait été sanctionnée financièrement pour abandon de poste. Voir Robin Korda, « Tourcoing : une caissière sanctionnée pour avoir fait une fausse-couche au supermarché », *Le Parisien*, 27 décembre 2016.

10. Luc Boltanski et Eva Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

11. Voir les analyses de Valérie Brunel, *Les managers de l'âme. Le développement personnel en entreprise, nouvelle pratique de pouvoir ?*, Paris, La Découverte, 2004.

travail et en sus de leur temps de travail officiel. Ces pratiques se sont généralisées à des secteurs moins valorisés¹² et concourent à nouveau à rendre plus difficile la séparation entre ce qui relève du travail et ce qui n'en relève pas.

Le troisième moyen pour que davantage de travail soit exploité consiste à recourir à des artifices juridiques. Le plus emblématique est sans doute l'auto-entrepreneuriat, qui est tout autant une réalité institutionnelle qu'une idéologie. L'auto-entrepreneur, c'est en effet celui qui est entrepreneur de soi, qui est son propre capital, ou plus exactement qui est contraint par son statut de considérer sa force de travail comme un capital. Formellement, l'auto-entrepreneuriat consiste à transformer chacun en un petit capitaliste indépendant, gestionnaire de sa propre ressource humaine. N'est-on pas ici aux antipodes de toute exploitation capitaliste du travail ? Dans les faits, on constate de nombreux cas d'auto-entrepreneurs qui ont un seul client, lequel leur fournit leur espace et leur outil de travail – ce qui rappelle étrangement le salariat, mais avec ces deux différences majeures que les cotisations (qui correspondent à du salaire collectif et différé : retraite, maladie, chômage) sont à la charge du travailleur et que celui-ci est rémunéré à la prestation, et non en fonction du temps travaillé. Il n'y a donc plus besoin de mobiliser une armée de garde-chiourmes pour extraire davantage de travail, l'auto-exploité s'en charge, ce qui revient pour l'entreprise qui a recours aux services d'auto-entrepreneurs à externaliser les frais de gestion de la main-d'œuvre. Il revient ainsi à l'auto-entrepreneur de se débrouiller pour accroître la survaleur que son « client » extrait indirectement de son travail.

C'est à cette logique d'apparente auto-exploitation, qui équivaut cependant à transférer de la survaleur à un tiers, qu'il convient d'associer tout ce que l'on range depuis quelques mois sous la catégorie d'uberisation. Ce terme, créé par référence à l'entreprise californienne Uber, qui développe et exploite des applications mobiles mettant en contact clients et chauffeurs (formellement) indépendants, sert désormais à désigner la mise en relation prétendument directe, en fait via un service qui prélève sa dîme (plate-forme Internet avec interface Web et application pour smartphone), des professionnels ayant le statut de travailleurs indépendants et des consommateurs. Cette indépendance est un leurre, puisque le véritable acteur autonome est celui qui permet la mise en relation, et qui touche pour cela une commission (dont il détermine le montant) sur les

transactions. Il semble difficile de faire entrer ce modèle économique dans les catégories traditionnelles du marxisme, et notamment dans la fameuse tripartition entre salaire, profit et rente, mais cette difficulté est en elle-même intéressante parce qu'elle signale une nouveauté dans l'exploitation du travail. Il ne s'agit pas à proprement parler de profit, si l'on entend par là la survaleur rapportée au capital investi, ni d'un intérêt sur le capital, puisque celui-ci est principalement fourni par les professionnels indépendants, et pas non plus d'une rente, puisque celle-ci suppose, suivant le modèle de la rente foncière, la location d'un bien dont on a la propriété. C'est pourtant à certaines formes particulières de rente, analysées notamment par Marx au livre III du *Capital* (ch. XXXVII), qu'il est le plus tentant d'identifier le prélèvement qu'opèrent les entreprises comme Uber sur les transactions entre les professionnels et leurs clients, et notamment à ces cas où « l'argent du fermage représente, partiellement ou parfois totalement (la rente foncière proprement dite serait alors entièrement absente, donc le sol sans valeur aucune), un prélèvement soit sur le profit moyen, soit sur le salaire normal, soit sur les deux à la fois ». On pourrait parler dans ce cas de rente déterritorialisée, où ce qui tient lieu de terre est constitué par un ensemble formé de machines (la plate-forme), de logiciels et éventuellement de bases de données¹³.

À l'opposé de toute perspective de « fin du travail », ces phénomènes contemporains convergent vers une augmentation du temps de travail, et plus précisément du temps qui est consacré par les travailleurs à enrichir des capitalistes. Les mutations contemporaines du capitalisme, dont on ne cesse de louer la dimension technologique et qu'on qualifie sans cesse de post-industriel, présentent dans les faits des similitudes frappantes avec les tendances brutales qui ont marqué la mise en place de l'exploitation capitaliste du travail. Ce capitalisme prétendument *high-tech* se caractérise par la forme la plus rudimentaire d'extraction de survaleur, bien loin de tout usage de la technologie pour améliorer la productivité du travail. Mais ce qui est également frappant, notamment dans le cas de l'uberisation, c'est la mobilisation par des particuliers de biens de consommation comme sources de revenus, ce qui pourrait bien être une nouvelle forme d'exploitation du travail.

12. Ainsi de ces livreurs à vélo de repas à domicile, auto-entrepreneurs auxquels leur « client » (une « appli » mobile) propose de prêter le smartphone obligatoire pour l'exercice de la profession : cf. J. Brygo et O. Cyran, *Boulots de merde !*, ouvrage cité, p. 128-129.

13. Cela permet d'étayer l'idée d'un « retour en force de la rente » que Toni Negri et Carlo Vercellone ont cru pouvoir limiter au prétendu « capitalisme cognitif » (« Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif », *Multitudes* 2008/1 (n° 32), p. 46).

EXTENSION DU DOMAINE DE LA VALORISATION

De même qu'elles tendent à effacer la frontière entre la sphère du travail et la sphère du non-travail, mais aussi (idéologiquement) entre capitalistes et prolétaires, les nouvelles formes d'exploitation du travail tendent à brouiller la distinction entre production et consommation. Si l'on reprend les termes de l'économie classique (dont Marx est l'ultime représentant), lorsqu'un bien est acheté sur le marché, c'est parce qu'il possède une certaine valeur d'usage, laquelle est ensuite réalisée dans la consommation, qui correspond à l'usage de ce bien. Cette consommation est de deux ordres : ou bien elle est une consommation intermédiaire, c'est-à-dire que le bien est consommé dans le cadre du processus de production (cas des matières premières dans l'industrie) ; ou bien elle se situe à la fin du processus économique, en venant satisfaire un besoin immédiat (manger, se vêtir, se loger, se déplacer), et elle signifie une dégradation plus ou moins rapide de l'objet, qui est désormais sorti du circuit marchand. Or l'une des particularités des mutations récentes du capitalisme, c'est qu'elles réintroduisent des biens de consommation courante dans la sphère de la circulation marchande, et même qu'elles les transforment en capital. Les deux exemples qui viennent immédiatement à l'esprit sont ceux du logement et des voitures particulières.

Un nombre croissant de personnes se procurent un revenu d'appoint en louant leur résidence principale, lorsqu'elles en sont absentes (ou en s'en absentant volontairement pour pouvoir la louer), à d'autres particuliers, les deux parties étant mises en relation par des plates-formes Internet de type Airbnb. Ce système, en tant qu'il échappe à la législation commune sur l'hôtellerie, intéresse de plus en plus des investisseurs capitalistes, dans la mesure où une location ponctuelle rapporte davantage qu'une location régulière, au point qu'on considère par exemple aujourd'hui à Paris que plusieurs dizaines de milliers de logements ont été soustraits à la location ordinaire au profit de locations ponctuelles plus rémunératrices pour le capital. On retrouve ici une astuce juridique analogue à celle qui consiste à faire usage d'auto-entrepreneurs. Inversement, certains particuliers désargentés planifient leurs absences de leur logement en fonction de la demande de location qui leur est adressée – quitte parfois à dormir chez des amis (qui, eux, n'ont pas développé d'application pour smartphone et ne

prélèvent pas de commission). D'une certaine manière, il n'y a là rien de bien nouveau, si l'on songe par exemple à la pratique, décrite par Werner Sombart dans son observation du prolétariat berlinois au tournant des XIX^e et XX^e siècles¹⁴, consistant à sous-louer son lit pour la journée à des travailleurs de nuit, sinon qu'à une transaction entre deux particuliers (avec éventuellement, peut-on imaginer, un autre particulier pour intermédiaire) se substitue une centralisation extrême qui permet à une plate-forme Internet de prélever sa rente sur le capital d'autrui. Mais surtout, la fascination contemporaine pour les technologies numériques semble rendre insensée toute comparaison entre ces pratiques connectées et celles du prolétariat paupérisé du début du siècle précédent.

Le cas des locations de véhicules entre particuliers ou de covoiturages (type Blablacar) est encore plus significatif de cette tendance du capitalisme contemporain à rendre le travail invisible, à masquer son exploitation et à coloniser de nouvelles sphères de l'existence par des processus de valorisation capitaliste. Lorsqu'en tant que particulier, je loue ma voiture à un autre particulier, je transforme on ne peut plus clairement un bien de consommation courante en capital. Lorsque je passe par une plate-forme Internet à laquelle je fournis tous les renseignements nécessaires à l'ajustement de l'offre et de la demande, j'effectue un travail sur lequel cet intermédiaire prélève le même type de rente que dans tout type d'activité « uberisée ». Lorsque j'effectue un trajet automobile et que, via une plate-forme Internet, je reçois une demande de covoiturage, non seulement je fais de ma voiture un capital, mais je transforme mon trajet en un travail, source de rémunération (ou du moins officiellement de partage des frais) – mais le temps passé au préalable à renseigner l'intermédiaire sur mes trajets, à valider les offres reçues, etc., mérite lui aussi d'être considéré comme un travail : il produit non seulement un service utile, mais aussi de la valeur, de la survaleur, et même une rente pour l'intermédiaire.

Mais ce dernier exemple nous engage à aller plus loin. Ce qui est capté par ces processus de valorisation capitaliste, ce ne sont pas seulement des biens de consommation, c'est une partie des relations sociales qui échappaient jusque là aux rapports marchands, ou bien qui laissaient une marge d'indépendance aux petits propriétaires. Je ne prête plus mon appartement à des copains de passage pendant mon absence, je le mets en location sur Airbnb. Je ne prends plus d'auto-stoppeurs pour me faire la conversation pendant

14. Werner Sombart, *Das Proletariat. Bilder und Studien*, Berlin, 1906.

un trajet en automobile, je sous-tire de l'argent à des personnes qui ont besoin de se déplacer sur ce même trajet. Mais ce que j'ignore, ce faisant, c'est que je transforme toute une partie de mes biens en capital, sur lequel de grands capitalistes prélèvent leur dîme, et qu'une nouvelle composante de mes activités s'est transformée en travail exploité. La création de survaleur par l'exploitation du travail a pour corrélat la destruction de pans entiers de la vie sociale échappant à l'économie marchande et reposant sur le don, la gratuité et la convivialité – et peu importe qu'on cherche à donner à cette colonisation des existences par le travail exploité et le règne de la valeur marchande le nom d'économie collaborative. On peut être fasciné par l'ingéniosité de cette manière de faire de l'argent, par l'usage des technologies de communication sur lequel tout cela repose. On peut aussi être profondément angoissé par l'hégémonie rampante des rapports marchands au sein des relations sociales. Mais on peut aussi tout simplement demeurer sceptique devant ce que ces processus apportent réellement en termes de richesse matérielle pour nos sociétés, ainsi qu'en termes d'amélioration de la productivité du travail afin que la part de celui-ci dans nos existences puisse être réduite.

Ces formes déguisées d'exploitation capitaliste du travail permettent sans doute de jeter un regard neuf sur ce qu'on a pu appeler au cours de cette dernière décennie le « capitalisme cognitif », qui, selon l'expression de T. Negri et C. Vercellone, « se rapproche d'une économie de production de pur travail dans laquelle le phénomène clé n'est plus l'accumulation de capital fixe mais la capacité d'apprentissage et de création de la force de travail¹⁵ ». Ce type de caractérisation, qui a le mérite de qualifier comme travail les activités qui sont désormais captées par les processus de valorisation capitaliste et qui trouve une application dans la manière dont des grandes firmes capitalistes mobilisent, comme du travail gratuit, les capacités cognitives de base des individus à des fins de valorisation¹⁶, semble toutefois plus difficile à étendre aux exemples que l'on vient de mentionner, puisque ce n'est plus seulement l'activité ordinaire qui devient travail, c'est aussi le bien de consommation courante qui se trouve transformé en capital. Il se pourrait bien, dès lors, que les analyses développées à propos du capitalisme cognitif, mais aussi les prophéties et les projets politiques qu'elles supportent (dont celle d'un revenu universel), doivent être révisées à l'aune de ce qui apparaît désormais comme

un renouvellement des formes d'exploitation du travail dans la société tout entière.

Au terme de ce recensement (assurément non exhaustif) des outils que nous fournit *Le Capital* de Marx pour démasquer et rendre visibles des formes renouvelées d'exploitation du travail dans ce qui aimerait se présenter comme une autonomisation des individus, il reste à se demander quelles perspectives pratiques de tels outils permettent de dégager. Pour sa part, Marx tablait sur une dissociation dont il pensait qu'elle conduirait le capitalisme à la crise : d'un côté, le procès de production irait dans le sens d'une augmentation de la richesse matérielle et d'une autonomisation de la productivité grâce aux machines ; de l'autre, dans le procès de travail, le facteur prédominant serait la baisse tendancielle du taux de profit. Or il apparaît aujourd'hui que le capitalisme est en mesure de surmonter cette crise, notamment par l'usage de technologies qui permettent de continuer à extraire de la survaleur en colonisant des espaces encore insoupçonnés. Si l'on ne peut donc rien attendre de l'évolution spontanée du mode de production capitaliste, quelles résistances peut-on et doit-on développer face à cette colonisation de l'existence par le travail exploité ? Comment renouer avec la perspective d'une réduction de la place du travail dans nos vies ? Et comment éviter que ces résistances n'aboutissent qu'à de nouvelles mutations du capitalisme, orientées davantage vers la productivité du travail que vers la limitation de son extension ? L'enjeu semble désormais être de soustraire de plus en plus de composantes de nos existences au règne de la marchandise, sans pour autant renoncer aux combats sur le terrain du travail. Le mouvement du printemps 2016 en France, déclenché par une réforme du droit du travail, a en effet pu montrer que, si le travail était moins un vecteur de socialisation que de falsification généralisée des rapports humains en rapports marchands, les mobilisations qui le prenaient pour thème pouvaient conserver un caractère fédérateur.

Jean-Christophe Angaut

15. T. Negri et C. Vercellone, « Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif », article cité, p. 43.

16. Voir l'article d'Ippolita dans ce numéro.